

Selon l'UE, le pouvoir burundais a encore "beaucoup de progrès à faire"

RFI, 04-10-2016 Une déléguation de l'Union européenne qui a suspendu son aide directe au Burundi en mars 2016 a achevé une visite de deux jours au Burundi ce mardi 4 octobre. Rien n'est encore officiel, mais tout semble indiquer que les sanctions prises au titre de l'article 96 devraient perdurer. Juste avant de s'envoler pour l'Europe où elle doit présenter son rapport, la déléguation qui a rencontré notamment les autorités burundaises, a estimé qu'elle attendait encore plus d'engagement politique de la part du pouvoir dans la résolution de la crise qui frappe ce pays depuis avril 2016.

C'est le Conseil des ministres de cette organisation qui prendra une décision dans les semaines à venir, selon une source de Bruxelles. Les jeux semblent déjà faits. Après deux jours au Burundi, la déléguation de l'Union européenne a estimé que ce pays avait encore « beaucoup de progrès à faire ». Concrètement, cette organisation attend encore du gouvernement plus d'engagement dans le domaine politique, a expliqué Koen Vervaeke, qui est chargé de l'Afrique aux affaires étrangères de l'Union européenne. C'est-à-dire un engagement plein et direct dans un dialogue inclusif avec son opposition. Mais Bujumbura doit également changer la dynamique au niveau du respect des droits de l'homme, de l'espace politique et de la liberté des médias. Cette prise de position n'a sans doute pas surpris le gouvernement burundais, qui accusait lundi l'Union européenne d'avoir perdu sa « crédibilité » en parrainant devant le Conseil des droits de l'homme il y a quelques jours une résolution qui a décidé de la création d'une commission d'enquête indépendante qui faisait suite à la publication d'un rapport d'experts de l'ONU dénonçant de graves violations des droits de l'homme par le gouvernement burundais et ses agents. Mais ni la suspension de l'aide de l'Union européenne qui est le premier donateur avec quelque 20% du budget, ni le vote de cette résolution n'y ont rien fait. Bujumbura est resté jusqu'ici droit dans ses bottes.